



Conseil économique et social

Distr. générale
22 mai 2013
Français
Original : anglais

Session de fond 2013

Genève, 1-26 juillet 2013

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : Examen ministériel annuel

Lettre datée du 15 mai 2013 adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

Veillez trouver ci-joint, le rapport national du Viet Nam relatif aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, présenté pour l'examen ministériel annuel qui doit avoir lieu durant le débat de haut niveau de la session de fond du Conseil économique et social, de 2013 (voir annexe).

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil économique et social, au titre du point 2 b) de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Le Hoai Trung

* E/2013/100.



**Annexe à la lettre datée du 15 mai 2013 adressée
au Président du Conseil économique et social
par le Représentant permanent du Viet Nam
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Rapport national du Viet Nam 2013

(Pour l'examen ministériel du Conseil économique et social)

1^{er} mai 2013

Résumé analytique

Réduction de la pauvreté. Durant la dernière décennie, le Viet Nam a obtenu de remarquables résultats dans la réduction de la pauvreté. Le taux de pauvreté¹ a baissé, passant de 58,1 % en 1993 à 10,7 % en 2012. Cet impressionnant recul de la pauvreté tient à une forte croissance économique, à la libéralisation des échanges ainsi qu'aux mesures de réduction de la pauvreté visant directement les groupes désavantagés. Toutefois, les taux de réduction de la pauvreté varient selon les différents groupes ethniques et les régions. La réduction de la pauvreté est irrégulière. Une partie de la minorité ethnique et des populations rurales sont encore victimes d'une pauvreté chronique et ne profitent guère de la croissance économique ni des politiques de croissance et d'appui économiques. La pauvreté urbaine semble être un nouveau problème dû à l'exode rural et à la rapide urbanisation.

Éducation. Le pays a réalisé avec succès l'objectif de l'éducation primaire pour tous². En 2012, les taux nets d'inscription scolaire pour l'enseignement primaire ont atteint 97,7 % tandis qu'ils se situaient à 87,2 % pour l'enseignement secondaire du premier cycle. Les inégalités d'accès à l'éducation persistent entre la majorité et la minorité, entre migrants et non migrants ainsi qu'entre population rurale et urbaine. La qualité de l'enseignement s'agissant notamment des méthodes d'enseignement et d'apprentissage ainsi que de l'amélioration des installations scolaires pose un véritable défi. Le système d'enseignement a un besoin évident de réforme tant en ce qui concerne la profession enseignante que les méthodes d'apprentissage et la modernisation des installations scolaires, si l'on veut qu'il soit en phase avec la rapide évolution de l'économie.

Égalité des sexes. L'égalité des sexes a été réalisée dans le cadre de l'enseignement secondaire mais les disparités subsistent dans l'enseignement supérieur. Les hommes ont plus facilement accès à un travail décent que les femmes. Les femmes sont plus appelées à effectuer des travaux agricoles ou faiblement qualifiés par comparaison aux hommes. La représentation des femmes à l'Assemblée nationale a baissé jusqu'à 24,4 % en 2011. La première stratégie nationale et le premier programme national sur l'égalité des sexes pour la période 2011-2020 ont été formulés en vue d'éveiller les consciences sur l'importance de l'égalité des sexes et de promouvoir le rôle des femmes dans les domaines, politique, social et économique.

Santé. Les conditions générales de santé au Viet Nam se sont considérablement améliorées. En 2012 les taux de mortalité infantile avaient baissé jusqu'à 23 pour 1 000 naissances vivantes, ce qui représente une diminution de deux tiers par rapport à 1990. Le pays a réalisé son objectif du Millénaire pour le développement en ce qui concerne la prévention du paludisme et la lutte antipaludique. Les efforts de prévention et de lutte contre le sida progressent en ce qui concerne l'identification des cas d'infection et les soins prodigués en temps opportun. Le Gouvernement s'est engagé à amplifier les services de santé et à prendre en compte les problèmes de santé naissants par l'intégration des soins de santé à titre prioritaire dans les stratégies nationales de développement et de planification, et à mettre en œuvre un programme national axé sur les soins de santé. Le secteur de la santé fait

¹ Sur la base du seuil de pauvreté 2006-2010 établi par le Gouvernement du Viet Nam.

² L'éducation primaire pour tous est définie par la norme vietnamienne nationale (80 %).

encore face à des situations où les soins de santé sont de médiocre qualité et où l'accès aux services de santé présente des disparités entre régions.

Environnement durable. Le changement climatique est devenu l'une des questions les plus provocantes pour les prochaines années. Les catastrophes liées au climat se produisent plus fréquemment, menaçant gravement l'économie et les sources de revenus des groupes les plus vulnérables. Le pays a adopté de nombreux programmes en réaction au changement climatique, pour la période 2011-2020 touchant l'atténuation des effets et l'adaptation à ces effets. Pour contrer le changement climatique, le Viet Nam reçoit en outre une substantielle assistance technique et financière d'organisations et organismes internationaux, axée notamment sur l'utilisation des énergies renouvelables et la réduction des gaz à effet de serre.

Partenariat mondial pour le développement. Le Viet Nam a sensiblement progressé dans la formation de partenariats mondiaux. Le pays a occupé avec succès la présidence de l'ASEAN en 2010 et suivi les engagements de l'OMC sur le commerce et le développement. L'établissement de partenariats internationaux a aidé le Viet Nam à attirer l'investissement étranger, l'aide publique au développement et à saisir les occasions de libéralisation des échanges, qui, en définitive, facilitent la croissance économique et le processus de réduction de la pauvreté.

Science, technologie et innovation. Le Gouvernement vietnamien a accéléré la formulation d'un cadre détaillé et de développement juridique sur la science et la technologie. D'importantes applications d'innovations scientifiques et techniques ont totalement transformé tous les aspects de la société et de l'économie. Les réformes des mécanismes de gestion de l'État ont entraîné d'appréciables améliorations de la productivité générale de l'économie et des capacités locales du pays.

A. Mise en œuvre de stratégies et politiques nationales de développement

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Objectif 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim

1.1 Progrès réalisés

Le Viet Nam a accompli de remarquables progrès sur le front de la réduction de la pauvreté au cours des vingt dernières années. Le pays a réalisé l'objectif 1 des OMD : « Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim ». Le taux de pauvreté a baissé, pour passer de 58,1 % en 1993 à 10,7 % en 2010³. La rapidité de la réduction de la pauvreté au Viet Nam est impressionnante : plus de 43 millions de personnes sont sorties de leur condition de pauvreté durant la période 1993-2008. Une nette tendance à la réduction de la pauvreté apparaît dans les trois principaux indicateurs de pauvreté : incidence de la pauvreté, taux d'écart de la pauvreté et gravité de la pauvreté.

³ VHLSS 2010, le Bureau général de statistique utilisant le seuil de pauvreté 2006-2010 du Gouvernement vietnamien.

Ces remarquables progrès sont largement dus à la récente et rapide croissance économique ainsi qu'à la vive attention et persistante priorité accordées par le Gouvernement à la réduction de la pauvreté au cours des dernières décennies. Il convient de noter surtout que la rapide croissance économique et la libéralisation des échanges, appuyées par des politiques macroéconomiques comme les réformes agraire et commerciale ont permis de créer des millions d'emplois, sources de revenus, et donc de sortir des millions de personnes de la pauvreté. Deuxièmement, les programmes et politiques de réduction de la pauvreté ont aidé les plus vulnérables à participer plus activement au processus de développement économique.

1.2 Politiques nationales

Les succès remportés en matière de réduction de la pauvreté au Viet Nam sont le fruit d'une vigoureuse croissance économique qui a marqué les deux dernières décennies. La libéralisation a ouvert le Viet Nam aux marchés internationaux et relancé le commerce international et l'investissement étranger. L'adhésion du Viet Nam à l'Organisation mondiale du commerce en 2007 a également éliminé les barrières commerciales et facilité l'exportation de marchandises, compte tenu des avantages comparés, ce qui par répercussion, créé des emplois pour les travailleurs peu qualifiés. Malgré l'impact de la récente crise économique mondiale, le Viet Nam a maintenu sa forte croissance, le taux de croissance de son PIB s'étant établi à 6,1 % en 2012⁴. De 2000 à 2012, la croissance du PIB a atteint une moyenne de 6,3 %⁵. Le processus de croissance économique a entraîné la création de millions d'emplois tant pour le personnel hautement qualifié que peu qualifié ainsi qu'une augmentation du PIB par habitant. Le taux d'emploi pour la population active de 15 ans et plus est passé de 68,3 à 75,4 %⁶. Une vigoureuse croissance économique a un effet positif direct sur la réduction de la pauvreté.

Outre les politiques macroéconomiques de développement, un grand nombre de politiques d'appui spécialement axées sur les groupes désavantagés, notamment les minorités ethniques ont été adoptées. Les programmes nationaux sur la formation professionnelle ont aidé à accroître l'employabilité des travailleurs de même que leurs possibilités d'accès à l'emploi. Les programmes nationaux sur l'emploi ont abouti à la création de deux millions d'emplois entre 2006 et 2010.

Les politiques nationales de réduction de la pauvreté pour la période 2006-2010 comportent trois stratégies majeures : i) promotion de la production et des activités rémunératrices de manière à augmenter le revenu des pauvres; ii) amélioration de l'accès des pauvres à l'infrastructure et services sociaux, et iii) renforcement des capacités dans les domaines concernant les pauvres et sensibilisation à cet effet. Ces stratégies se sont traduites par un nombre accru de programmes polyvalents sur la réduction de la pauvreté et l'assistance sociale, associant une diversité d'éléments essentiels du développement économique : infrastructure communale publique, appui au crédit pour les pauvres, assurance santé, éducation et formation professionnelle, logement, eau et assainissement et programmes de vulgarisation agricole. Grâce à une gamme étendue de politiques faisant valoir tous les aspects majeurs des conditions de vie et des objectifs continus

⁴ Bureau général de statistique, 2012.

⁵ Bureau général de statistique, 2012.

⁶ Bureau général de statistique, 2012.

visant les populations les plus vulnérables et désavantagées de communes reculées, ces programmes ont atteint leurs principaux objectifs de réduction de la pauvreté, relevé les niveaux de revenus et les niveaux de vie des populations cibles. Dès 2010, 77,2 % des ménages pauvres bénéficiaient de tous les programmes et politiques d'aide, ce qui prouvait l'étendue de la couverture des politiques dans l'ensemble du pays⁷.

La notion de pérennité a été fortement incorporée dans la réduction de la pauvreté pour la plupart des programmes rattachés à la période 2011-2020. Les programmes consacrés à la réduction durable de la pauvreté pour la période 2011-2020 apportent un appui à divers indicateurs majeurs : santé, éducation, nutrition, logement, services juridiques, culture, information, ainsi qu'à la formation professionnelle et à la création d'emplois pour les désavantagés de même qu'à l'investissement dans l'infrastructure publique en particulier dans les zones frappées par la pauvreté.

1.3 Défis et recommandations

Inégalité et pauvreté chronique pour le groupe le plus vulnérable. Les politiques nationales jointes à une croissance économique forte et persistante ont contribué à une substantielle réduction du taux de pauvreté, mais le niveau de réduction de la pauvreté varie en fonction des groupes géographiques et démographiques en raison de différents niveaux de participation au processus de développement économique. Le rythme de réduction de la pauvreté s'est ralenti au fil des ans et la majorité des ménages pauvres existants sont concentrés dans les zones rurales et montagneuses peuplées surtout de minorités ethniques. Une grande proportion des minorités ethniques ne peut échapper à la pauvreté et bénéficie dans une moindre mesure de la croissance économique continue et des politiques d'appui. Plus de 10 millions de personnes dans le pays vivent encore dans des conditions de pauvreté. Ce groupe a pris du retard dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté. On a besoin d'un appui politique dans les multiples aspects socio-économiques surtout en ce qui concerne le groupe le plus désavantagé.

Pérennité. La réduction de la pauvreté n'est pas durable du fait qu'une forte proportion des ménages sortis de la pauvreté reste hautement susceptible d'y retomber. Certaines travaux de recherche menés sur la pauvreté montrent que ces dernières années, 14,4 % de la population sont considérés comme « temporairement pauvres », et qu'un nombre équivalent de ménages risque fortement de retomber dans la pauvreté⁸. Les ménages pauvres et économiquement faibles sont extrêmement vulnérables aux risques externes et internes à l'échelon communautaire, familial et individuel. Les catastrophes naturelles, les phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que les maladies font peser les menaces les plus graves sur les moyens de subsistance. Lorsqu'ils subissent des chocs, ces groupes désavantagés retombent facilement dans la pauvreté s'ils n'ont qu'un accès limité à la protection sociale.

Le Viet Nam est de plus en plus exposé aux crises économiques, aux risques climatiques et autres types de risques durant le processus de mondialisation. L'accès à la protection sociale se classe parmi les facteurs les plus influents sur les

⁷ Banque mondiale, 2012.

⁸ Centre for Analysis and Forecasting (CAF), 2008, Poverty reduction in Vietnam : Achievement and Challenge

conditions d'existence, il est donc vital de lutter contre la pauvreté. Le fait que la réduction des revenus, l'inflation et la maladie soient les trois raisons essentielles de la baisse du niveau de vie en 2010⁹ renforce la nécessité d'une protection sociale. La protection sociale agit comme un bouclier automatique pour les pauvres. La majorité des pauvres résident dans les zones rurales où ils pratiquent l'agriculture, et n'ont pratiquement accès à aucun type d'assurance comme l'assurance sociale et l'assurance chômage. L'accès à la protection sociale pour les groupes désavantagés est une stratégie essentielle.

La pauvreté urbaine. Alors que la pauvreté urbaine a enregistré une sensible régression ces dernières années, l'urbanisation rapide sous l'effet de l'exode rural a compromis les efforts déployés pour relever le niveau de vie et accélérer le développement socioéconomique des zones urbaines. Il existe des aspects non monétaires de la pauvreté chez les migrants urbains, notamment en matière d'intégration sociale, de protection sociale, et d'accès aux services sociaux dans les domaines de la santé et de l'éducation¹⁰.

La société vietnamienne est devenue plus complexe qu'il y a 20 ans lorsque le pays entamait seulement la nouvelle réforme. Même si le Viet Nam est devenu un pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), une bonne partie de la population n'a pu échapper à la pauvreté. La croissance économique joue un rôle central dans la réduction de la pauvreté; il s'en suit que les politiques macroéconomiques visant à assurer une croissance économique durable doivent avoir la première priorité, outre les programmes de réduction de la pauvreté. La pauvreté est devenue un problème plus complexe et multiforme étant donné que les caractéristiques des pauvres changent constamment. Ce changement demande la formulation de politiques très élaborées et détaillées tenant compte des caractéristiques distinctes de chaque groupe cible afin que les efforts de réduction de la pauvreté puissent déboucher sur une action efficace, gommer les inégalités et s'inscrire dans la durée.

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous

2.1 Progrès réalisés

Le Viet Nam a réalisé l'objectif de l'éducation primaire pour tous selon les normes vietnamiennes. Le taux net de scolarisation n'a fait que s'accroître au cours de la période 2006-2012. Dès 2012 les taux nets de scolarisation dans l'enseignement primaire atteignaient 97,7 % et les chiffres correspondant pour le premier cycle de l'enseignement secondaire atteignaient 87,2 %. Les taux d'achèvement de la scolarité primaire s'établissent à 92,1 %, ce qui indique qu'un fort taux de 7,9 % des élèves n'ont pas achevé leur scolarité primaire¹¹. Quand bien même l'accès à l'enseignement primaire se soit amélioré chaque année, l'objectif visant à la scolarisation primaire complète de chaque enfant d'ici à 2015 est encore possible mais très problématique.

La qualité de l'éducation s'est améliorée à de multiples égards. Un nombre important d'écoles ont récemment été construites et rénovées afin de satisfaire à une plus forte demande pour tous les niveaux d'éducation. Chaque commune est dotée

⁹ VHLSS 2010, Bureau général de statistique.

¹⁰ Social Services for Human Development, Vietnam Human Development Report 2011, PNUD.

¹¹ Bureau général de statistique, 2012.

d'écoles primaires; des écoles secondaires du premier cycle sont présentes dans chaque district. Le nombre d'enseignants par classe s'est accru à tous les niveaux; l'éducation dans les zones reculées et de montagne s'est considérablement améliorée du fait que le nombre des centres de formation scolaire classique et professionnelle a augmenté. L'éducation a reçu une attention accrue au fil des ans comme en témoigne l'augmentation des dépenses des ménages consacrées à l'éducation tant dans les zones urbaines que rurales.

2.2 Politiques nationales

L'éducation de qualité est un facteur essentiel de la hausse de la productivité, de la croissance et du développement social. Le Gouvernement a établi une liste complète des politiques nationales tant en faveur de la garderie d'enfants que de l'enseignement secondaire. La détermination du Gouvernement à instaurer un système éducatif de qualité est mise en valeur dans la Stratégie de développement socio-économique et dans le Plan de développement stratégique de l'éducation, 2011-2020. La stratégie prône l'instauration d'un système éducatif systématique, bien conçu, où les connaissances, l'innovation et la mise en application pratique répondent à une économie en croissance rapide.

De multiples politiques nationales et régionales ont été établies et appliquées au cours de la précédente décennie pour atteindre deux objectifs : i) encourager les inscriptions scolaires à chaque niveau d'éducation, et ii) améliorer la qualité de l'éducation. Le premier objectif est réalisé par la construction d'écoles dans les zones reculées, ainsi que par l'application de remises sur les droits d'inscription, et d'exemptions pour les populations désavantagées.

Le Gouvernement a établi une liste complète des politiques visant à l'amélioration de la qualité de l'éducation sous certains rapports importants tout en encourageant l'éducation dans les régions les plus défavorisées en vue de réduire les inégalités d'accès à l'enseignement. Il convient de noter que le Gouvernement a introduit une politique séparée de contribution aux frais de scolarité durant la période 2010-2015 au profit d'étudiants des régions pauvres ainsi que d'étudiants appartenant à des minorités ethniques, tout au long de leurs études. Les multiples éléments d'appui à l'éducation, intégrés dans diverses politiques de développement socioéconomique et de réduction de la pauvreté ont été couronnés d'un succès notable. La construction de bâtiments scolaires dans les endroits géographiquement difficiles a contribué à de substantielles augmentations des inscriptions scolaires, surtout dans les premier et deuxième cycles du secondaire.

Les politiques et programmes nationaux en cours durant la période 2010-2015 ont été d'une grande efficacité en ce qui concerne la mise en place d'installations scolaires dans les régions de montagne isolées et le perfectionnement professionnel des enseignants. Les politiques gouvernementales ont été attentives au renforcement des capacités pour les écoles situées dans des endroits reculés, veillant à l'amélioration des aptitudes pédagogiques, à l'élaboration de méthodes didactiques pour les enseignants et responsables de l'enseignement, et à la construction d'habitations pour les enseignants exerçant dans ces endroits.

2.3 Défis et recommandations

Égalité dans le domaine de l'enseignement. De rigoureuses politiques et stratégies d'éducation ont abouti à offrir de plus nombreuses possibilités aux

groupes vietnamiens désavantagés, ce qui s'est concrétisé par une sensible amélioration des taux de fréquentation scolaire et d'achèvement des études primaires et secondaires. Il existe cependant de nettes disparités entre zones rurales et urbaines et entre majorité et minorité ethniques, s'agissant de l'accès à l'éducation. Les régions reculées et celles des Hauts Plateaux où résident la plupart des minorités ethniques ont des taux de scolarisation nettement plus faibles dans l'enseignement secondaire que les autres régions. Les statistiques montrent que les taux de fréquentation scolaire dans le primaire dépassent les 96 % sur l'ensemble des six régions géographiques, tandis que les taux d'achèvement des études pour les régions reculées et les Hauts Plateaux (Hauts Plateaux du Nord, Hauts Plateaux du Centre, delta du Mékong) se situent en dessous de 90 %. D'énormes disparités apparaissent également en ce qui concerne les taux d'alphabétisation entre les Kinh et les minorités ethniques, où la différence va jusqu'à 17 %.

Qualité de l'éducation. Dans le contexte de rapide croissance économique et de mondialisation, il y a une demande pressante pour un système éducatif mieux apte à remplir ses fonctions et sur lequel on puisse durablement fonder le développement humain. Au Viet Nam, le système d'éducation pâtit encore de méthodes d'enseignement et d'apprentissage de médiocre qualité. L'enseignement de médiocre qualité donne naturellement des résultats insuffisants pour ce qui est du niveau de formation des élèves. Près de 20 % des inscrits ne vont pas jusqu'au bout du premier cycle du secondaire; quant au primaire le chiffre correspondant était de 8 % en 2012. Ces résultats permettent de conclure que les bénéfices de l'éducation primaire et secondaire pour tous sont limités si les étudiants n'acquièrent pas les connaissances et compétences suffisantes pour suivre l'enseignement supérieur et s'ils ne sont pas en mesure de répondre aux demandes d'une économie croissante. Une éducation de médiocre qualité est en partie due à la carence d'installations scolaires, de matériel didactique ainsi qu'à la faible capacité des enseignants et du personnel de gestion des établissements scolaires.

Afin d'améliorer les résultats scolaires et la qualité du système éducatif, il importe d'identifier les moyens sous-jacents d'aboutir à des solutions à la fois durables et rentables. Les réformes de la politique éducative contribueraient efficacement à améliorer les qualifications des enseignants et la qualité des écoles. Les recherches semblent indiquer trois domaines de réforme des politiques qui permettraient de traiter les problèmes actuels concernant les insuffisances liées aux facteurs enseignants/écoles : i) fournitures scolaires et frais d'études; ii) ressources/gestion des écoles, et iii) enseignants et pédagogie. Alors que les politiques antérieures et actuelles ont plus ou moins tenu compte de ces problèmes, il doit y avoir un ensemble plus systématique et complet de politiques pour traiter de chacun de ces aspects et choisir le groupe cible à appuyer afin de s'assurer que la politique est correctement appliquée.

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

3.1 Progrès réalisés

Le Viet Nam a réalisé de rapides progrès sur le plan de l'égalité des sexes. *S'agissant de l'accès à l'éducation*, le pays a pratiquement éliminé la disparité entre les sexes dans l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire au cours de

la période 2006-2010. Il n'existe pas de différence notable dans les taux d'inscription scolaire entre garçons et filles dans l'enseignement primaire et secondaire du premier cycle. Les taux d'inscription nets pour le primaire en 2010 s'élevaient à 92,3 % et à 91,5 % pour les garçons et les filles respectivement. Les chiffres correspondants pour le premier cycle du secondaire étaient de 80,1 % et 82,6 %¹². Les disparités touchant l'accès à l'enseignement scolaire sont plus visibles dans le secondaire du deuxième cycle, où l'inscription des femmes affiche une nette supériorité avec 10 %. *S'agissant de l'emploi*, les hommes bénéficient encore de substantiels avantages quant à l'accès aux emplois à revenus plus élevés et à un travail décent. Le taux de participation de la main d'œuvre masculine est de 9 % plus élevé que celui de la main d'œuvre féminine et cette tendance s'est confirmée au cours des quelques dernières années. En 2010, le pourcentage d'hommes âgés de 15 ans et plus, travailleurs salariés dans le secteur non agricole était de 40,2 %, près de 1,5 fois plus élevé que le chiffre correspondant pour leurs homologues femmes (28 %) ¹³. *Pour ce qui est de la représentation des femmes dans les postes sociaux et politiques*, les femmes occupent 24,4 % des sièges à l'Assemblée nationale.

3.2 Politiques nationales

Le Gouvernement est conscient de l'importance de l'égalité des sexes pour le développement économique et social, par le biais de multiples programmes et stratégies à l'échelle nationale en faveur de l'égalité des sexes pour la période 2011-2020. Ces politiques définissent l'égalité des sexes en tant qu'élément fondamental de l'édification d'une solide base de ressources humaines, ainsi que par l'élévation de la qualité de vie pour chaque individu, chaque famille et l'ensemble de la société. Il s'efforce par conséquent de sensibiliser l'opinion sur l'égalité des sexes et de changer le comportement social et les mentalités profondément ancrés dans la société. Pour la première fois, le Gouvernement a établi le Programme national sur l'égalité des sexes 2011-2015 et la première stratégie nationale sur l'égalité des sexes 2011-2020 favorisant l'application de la loi de 2006 sur l'égalité des sexes. Cette initiative marque un tournant dans l'approche nationale à l'égalité des sexes au Viet Nam. Ces politiques mettent l'accent sur i) le renforcement des capacités des femmes afin d'encourager leur pleine participation aux activités culturelles, sociales et économiques tout en renforçant leur position dans l'arène sociale et politique; ii) la nécessité de promouvoir l'accès des femmes aux services publics et sociaux; iii) la sensibilisation de l'opinion en faveur de l'égalité des sexes et de l'élimination des comportements et mentalités sexistes dans la famille et la communauté par des campagnes, par les médias, les projets de renforcement des capacités pour les femmes.

Le Viet Nam a reçu de considérables appuis de la part des organisations et organismes internationaux pour s'attaquer aux questions d'inégalité des sexes, notamment parmi les groupes désavantagés. ONU-Femmes joue un rôle critique dans la concertation avec le Gouvernement et la facilitation du Programme national et de la Stratégie nationale pour l'égalité des sexes en apportant une assistance technique et financière au Gouvernement, aux autorités locales et aux groupes cibles bénéficiaires. Le programme triennal conjoint sur l'égalité des sexes se classe parmi

¹² VHLSS 2010, Bureau général de statistique.

¹³ VHLSS 2010, Bureau général de statistique.

les principaux programmes d'appui. Par l'intermédiaire de ce programme triennal conjoint, 12 institutions spécialisées des Nations Unies, en partenariat avec le Gouvernement vietnamien ont fourni une assistance en matière de stratégie, de coordination et de renforcement des capacités multisectorielles et d'assistance technique au profit des parties prenantes nationales et provinciales pour qu'elles appliquent la loi relative à l'égalité des sexes et la loi relative à la violence dans la famille. Le programme fournit des informations factuelles pour les concertations nationales de politique générale sur l'égalité des sexes, mettant l'accent sur les groupes marginaux, comme les femmes rurales et leurs familles en situation de pauvreté.

3.3 Défis et recommandations

Inégalités dans l'enseignement supérieur. Alors que l'enseignement primaire s'est progressivement généralisé au Viet Nam et que l'accès au secondaire du premier cycle s'est nettement amélioré tant du point de vue du nombre d'écoles que de leur répartition géographique, la disparité entre les sexes n'est plus un problème à ces niveaux d'éducation. L'égalité des sexes s'affirme davantage aux niveaux plus élevés, à savoir le deuxième cycle du secondaire et l'enseignement supérieur.

Emploi. L'inégalité des sexes persiste encore sur le marché de l'emploi. Dans les zones rurales en particulier, le marché de l'emploi a enregistré des inégalités dans les emplois salariés¹⁴. Tandis que les hommes sont de plus en plus surreprésentés dans les emplois de haute productivité et du secteur institutionnalisé, une grande partie des femmes exercent encore des emplois de faible productivité, dans le secteur non institutionnalisé, en particulier l'agriculture et les services. En 2010, 78,4 % des travailleuses étaient employées dans l'agriculture comme profession principale, tandis que le chiffre correspondant pour les hommes était inférieur de 24 %¹⁵. Bien que les travaux agricoles représentent une grande part du marché rural de l'emploi, les revenus tirés de ce secteur ne suffisent généralement pas à couvrir les besoins de base d'une famille.

Représentation des femmes à l'Assemblée nationale. En 2011, le pourcentage de femmes à l'Assemblée nationale était de 24,4 %, soit 1,4 % de moins que l'année précédente. Toutefois, la représentation des femmes à l'Assemblée nationale au Viet Nam est relativement élevée par comparaison avec l'ensemble du monde. Ce chiffre est le plus élevé parmi les pays d'Asie du Sud-Est. Les statistiques montrent un nombre inférieur de femmes candidates et des taux d'élection plus faibles que pour les hommes. D'après les chiffres de 2011 on voit que les femmes candidates n'atteignent que 34,1 % de la totalité des candidats et les taux d'élection des femmes sont de 20 % inférieurs à ceux des hommes¹⁶. Les rôles traditionnels des femmes dans la famille et la société vietnamiennes, que confirment les préjugés sexistes profondément ancrés, créent des obstacles supplémentaires pour les femmes quant à l'obtention d'un poste important dans leur entreprise.

Les stéréotypes sexistes ainsi que les connaissances et l'accès limités à l'information juridique, comme la loi relative à l'égalité des sexes, et la loi relative à la prévention de la violence dans la famille et à la lutte contre cette violence

¹⁴ Rapport sur les tendances de l'emploi au Viet Nam, 2009 et 2010 (Ministère du travail, des invalides de guerre et des affaires sociales, et OIT).

¹⁵ VHLSS 2010, Bureau général de statistique.

¹⁶ Union interparlementaire.

contribuent à prouver l'inégalité des sexes. *Premièrement*, les préjugés sexistes font que les hommes sont plus respectés et bénéficient d'un plus grand nombre de privilèges que les femmes dans la famille et dans la société. Nombre de familles ont une préférence pour les fils ce qui entraîne une forte disparité entre les taux de naissance des filles et des garçons. Le rapport national garçons/filles à la naissance en 2009 était de 110,6 garçons pour 100 filles¹⁷. *Deuxièmement*. La connaissance limitée des documents juridiques protégeant les droits de l'homme comme la loi relative à l'égalité des sexes et la loi relative à la violence dans la famille place les femmes, en particulier celles qui sont peu instruites, dans une position désavantagée tant au sein de la famille que dans la société. Le peu de connaissances et de prise de conscience à l'égard de l'égalité des sexes constitue un obstacle non négligeable à la réalisation de l'objectif 3.

L'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes ne peuvent s'obtenir seulement par l'application de politiques et de programmes consacrés à la parité entre les sexes. Le but ne peut être atteint que par des efforts simultanés et multisectoriels dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'emploi. Comme le problème ne peut se résoudre que par une amélioration des conditions physiques mais aussi par un changement des mentalités, les campagnes de communication et les médias jouent un rôle important dans la sensibilisation de la société. Ces activités demandent une réelle coopération entre les parties intéressées et les agences spécialisées ainsi qu'un substantiel financement.

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile

4.1 Progrès réalisés

De rapides progrès ont été effectués au cours des cinq dernières années en matière de réduction de la mortalité des enfants de moins de 5 ans. En 1990, le taux de mortalité des moins de 5 ans s'élevait à 58 pour 1 000 naissances. Ce taux avait considérablement baissé à 23 pour 1 000 naissances¹⁸ en 2012. De remarquables résultats ont été enregistrés en ce qui concerne l'insuffisance pondérale des enfants de moins de cinq ans, dont le taux de 45 % en 1990 est tombé à 16,8 % en 2011. Le taux d'hypotrophie nutritionnelle des moins de 5 ans n'a cessé de baisser, passant de 63 % au cours de la période 1992-1993 à 27,5 % en 2011. On a signalé en 2010 que le chiffre de couverture vaccinale pour 7 types de vaccins était de 95 %¹⁹.

4.2 Politiques nationales

Le droit de l'enfant à la vie, à la survie et au développement a été largement reconnu en tant que droit universel dans tous les documents internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant, que le Gouvernement vietnamien a ratifiée au début des années 1990. Le Gouvernement vietnamien a exprimé sa ferme détermination à garantir le droit des enfants à la

¹⁷ Recensement du logement et de la population du Viet Nam, 2009.

¹⁸ Bureau général de statistique, 2012.

¹⁹ Ministère vietnamien de la santé (2012). Examen annuel conjoint 2012 : Améliorer la qualité des services médicaux. JAHR N.T.K. Tien 06.

Ministère vietnamien de la santé (2011). Joint Annual Health Review (JAHR) 2011 :

Strengthening management capacity and reforming health financing to implement the five-year health sector plan 2011-2015 N. T. K. Tien. Hanoi. 05.

santé et à la survie en adoptant des politiques et des programmes divers. *La loi relative à la protection, aux soins et à l'éducation des enfants, la loi relative à l'assurance santé* ont été amendées. De multiples programmes nationaux sur la protection de l'enfant et la promotion des conditions nutritionnelles et de la vaccination pour chaque enfant ont été mis en œuvre pour la période 2010-2015. Il est à noter que le fait d'avoir accordé à la nutrition et à l'immunisation des enfants une place hautement prioritaire depuis les années 1980 a eu pour effet direct de réduire la mortalité infantile et la malnutrition. Le programme de nutrition de l'enfant vise essentiellement la lutte contre la malnutrition, l'insuffisance pondérale à la naissance et les carences en micronutriments parmi les femmes en âge de procréer. Ces programmes ont obtenu d'appréciables succès dans la promotion de la santé publique en ce sens qu'ils ont réussi à éliminer la polio, à réduire le tétanos néonatal et à maîtriser la rougeole grâce à des programmes nationaux d'immunisation²⁰. Non seulement le financement est affecté à l'achat de matériel de vaccination mais des encouragements ont été conçus à l'intention du personnel de santé pour qu'ils veillent à ce que les enfants reçoivent une immunisation complète²¹.

4.3 Défis et recommandations

Une sensible réduction de la mortalité infantile et une nette amélioration de la nutrition de l'enfant témoignent de remarquables améliorations de la qualité de la santé, toutefois des disparités existent encore entre ethnicités, régions et revenus, et cet écart tend à s'élargir avec le temps. Le taux de mortalité néonatale a baissé mais compte encore pour environ 70 % des décès d'enfants. Alors que la réduction du taux d'insuffisance pondérale chez les enfants est impressionnante, la prévalence de l'hypotrophie nutritionnelle demeure élevée à près de 30 % pour l'hypotrophie générale et 10,5 % pour l'hypotrophie grave²². On peut observer que les différences entre sexes sont de plus en plus marquées car tous les indicateurs de malnutrition semblent suggérer une situation plus désavantageuse pour les filles.

Les politiques nationales ont réalisé de notables progrès pour élever les taux d'immunisation et lutter contre certaines maladies graves mais l'objectif d'élargir le programme d'immunisation au cours de la période 2011-2020 demande un immense effort de la part du Gouvernement et des organismes compétents pour introduire de nouveaux vaccins, et gérer la hausse des dépenses de programme. Les inquiétudes récemment suscitées dans le public par les effets indésirables de la vaccination met en cause les normes de sécurité associées aux activités d'immunisation et exige qu'une attention accrue soit portée à la recherche-développement et à la communication. La possibilité d'incorporer l'immunisation dans d'autres interventions du système de santé comme celles qui sont appliquées dans de nombreux autres systèmes de santé dans le monde devrait être prise en considération²³.

²⁰ UNICEF Viet Nam (2010). « Les enfants du Viet Nam ». Consulté le 01/03/2012 sur le site <http://www.unicef.org/vietnam/children.html>.

²¹ Knowles, J.C, S. Bales, et al. (2008). Health equity in Viet Nam: A situational analysis focused on maternal and child mortality « Equity in Access to Quality Healthcare for Women and Children » [traced in EN] Halong, Vietnam, UNICEF Vietnam.

²² National Institute of Nutrition (2010). Summary Report: General Nutrition Survey 2009-2010.

²³ Nations Unies Viet Nam (2009). Review of Expanded Program of Immunization Vietnam 2009: National EPI Review Report Hanoi.

Les programmes nutritionnels devraient aborder la question des carences en micronutriments chez les enfants en adoptant différentes approches comme les campagnes de sensibilisation à l'intention des mères et personnes chargées de prendre soin des enfants. Les programmes nutritionnels consacrés à l'hypotrophie chez l'enfant devraient cibler les mères de milieux désavantagés et peu instruites, et se préoccuper davantage du nombre insuffisant de nutritionnistes professionnels dans les zones désavantagées, ce qui a créé des inégalités entre régions en matière de nutrition des enfants.

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle

5.1 Progrès réalisés

De notables progrès ont été accomplis pour réduire le taux de mortalité maternelle et offrir un plus large accès aux services de soins de haute qualité en matière de santé procréative. Alors qu'en 1990 on comptait 233 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes, ce taux est tombé à 64 en 2012²⁴. Cet impressionnant progrès est attribué à des politiques et programmes nationaux polyvalents qui ont permis un accès plus large aux soins de santé maternelle et amélioré les services de santé.

5.2 Politiques nationales

Conscient de l'importance de la santé procréative et de la planification de la population, le Gouvernement vietnamien a adopté une large gamme de politiques, de stratégies et de programmes visant à maintenir un taux de fécondité suffisant pour assurer le remplacement des générations, garantir le droit des femmes aux soins de santé maternelle, promouvoir la disponibilité et la qualité de services de santé procréative, ainsi qu'à renforcer les ressources humaines et la gestion dans le domaine de la santé procréative. Alors que dans les années 1990 et au début des années 2000 les politiques nationales mettaient l'accent sur la planification de la famille, l'attention s'est, depuis le milieu des années 2000, portée sur la santé procréative. La *stratégie adoptée par le Viet Nam en matière de population 2001-2010 et 2011-2020* privilégie l'amélioration des conditions physiques, intellectuelles et spirituelles de la population tout en maintenant la tendance constante à réduire le taux de fécondité. L'accès généralisé aux soins de santé procréative continue d'être mis en avant dans le *Programme sur la population et la planification de la famille*, dans lequel les bénéficiaires visés ne sont pas seulement les couples en âge de procréer mais également les jeunes célibataires et ceux des communautés vulnérables²⁵.

Nombre de stratégies et programmes nationaux ont été mis en œuvre. Ces programmes proposent diverses approches telles que la sensibilisation de l'opinion à la santé procréative pour les adolescents et les mères ainsi que des services de santé pour les enfants. Le *Plan-cadre sur la maternité sans danger*, qui est en vigueur depuis 2003, a tout particulièrement eu les effets les plus spectaculaires dans la lutte contre les taux toujours élevés de mortalité maternelle et néonatale. Le plan-cadre

²⁴ Bureau général de statistique, 2012.

²⁵ Ministère vietnamien de la santé (2010). Joint Annual Health Review 2010: Vietnam's Health System on the Threshold of the Five-year Plan 2011-2015. J.A.H.R. Nguyen Quoc Trieu. Hanoi. 04.

établit des priorités concernant les possibilités d'accès aux soins essentiels en matière d'obstétrique et d'interventions néonatales, ainsi que le renforcement de la qualité de ces services, tout en apportant une attention spéciale aux zones montagneuses et isolées.

L'action nationale pour réduire la mortalité maternelle et promouvoir les soins de santé procréative est menée par les pouvoirs publics et divers organismes en étroite collaboration avec des organismes internationaux. Le FNUAP en particulier appuie le Gouvernement vietnamien dans la formulation de politiques et stratégies nationales adaptées ainsi que dans la collecte et l'analyse de données sur la population afin d'identifier les tendances démographiques qui se dessinent dans le contexte national. Cette étroite collaboration a accru l'efficacité des interventions à l'échelle nationale, et les taux d'utilisation des méthodes contraceptives avec pour conséquence une baisse sensible du taux de fécondité totale.

5.3 Défis et recommandations

L'un des principaux problèmes auxquels se heurtent la plupart des activités du secteur de la santé tient aux disparités régionales touchant les conditions de santé des femmes. Chaque indicateur de santé maternelle traduit des conditions nettement moins satisfaisantes pour les femmes des zones rurales, reculées et de montagne par rapport à leurs homologues des zones urbaines et du Delta. La présence d'infrastructures de soins de santé maternelle, de personnel médical compétent et de services de santé reproductive est généralement limitée dans ces régions.

Les trois quarts des décès maternels ont lieu au cours de l'accouchement ou immédiatement après²⁶. Pour assurer le maintien d'un faible taux de mortalité maternelle et améliorer la santé maternelle dans les régions désavantagées, les autorités centrales et locales devraient veiller au perfectionnement professionnel du personnel soignant chargé de la santé des mères et des nouveau-nés, notamment les accoucheurs locaux, les sages-femmes et le personnel médical tant dans les établissements publics que privés. Les activités de promotion des soins de santé doivent être menées en étroite coopération avec de grandes organisations. Il conviendrait d'encourager davantage les systèmes communautaires d'orientation pour les traitements de cas complexes²⁷.

L'insuffisance des connaissances en ce qui concerne la santé reproductive et sexuelle parmi les jeunes et les moins jeunes cause de graves problèmes en matière de santé maternelle. Malgré l'utilisation de plus en plus répandue des méthodes contraceptives au cours des dernières décennies, une grande partie de la population n'a toujours pas accès à la contraception²⁸. Les comportements culturels à l'égard de la sexualité limitent l'accès des femmes aux méthodes contraceptives modernes ainsi qu'à d'autres services médicaux. Des campagnes de sensibilisation et de communication ainsi que des services consultatifs médicaux sont nécessaires pour changer les comportements à l'égard des services de santé procréative. On devra offrir aux adolescents de plus nombreux programmes visant à promouvoir les soins

²⁶ UNICEF Viet Nam (2010). Étude sur la situation des enfants au Viet Nam, 2010.

²⁷ FNUAP Viet Nam (2010). Réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : la réponse du FNUAP en faveur de la maternité sans danger et de la santé du nouveau-né au Viet Nam. Hanoi, Viet Nam.

²⁸ Nations Unies Viet Nam (2012) Fiche d'information concernant l'objectif 5 pour le Viet Nam, Hanoi.

de santé procréative afin que ces groupes cibles puissent librement s'entretenir de ces questions avec leurs partenaires et professionnels de la santé, et adopter des méthodes modernes de contraception afin d'éviter les grossesses non souhaitées et les maladies sexuellement transmissibles.

Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

6.1 Progrès réalisés

Le taux de prévalence du VIH/sida a augmenté, passant de 187 pour 100 000 personnes en 2009 à 220 pour 100 000 en 2012²⁹. Parmi les hommes homosexuels et les hommes usagers de drogues injectables, les taux de prévalence du VIH sont de 16,7 % et de 14,5 % respectivement. La couverture du traitement antirétroviral s'était accrue de près d'une fois et demie fin 2011 par rapport à 2009. Selon les statistiques de 2011, près de 53 % des adultes atteints du VIH et 83 % des enfants reçoivent le traitement antirétroviral³⁰. Le taux de tuberculose a baissé mais le taux de contamination demeure élevé. Le taux de la tuberculose a diminué pour passer de 374 cas pour 100 000 personnes en 2000 à 225 cas pour 100 000 en 2011.

6.2 Politiques nationales

Paludisme. Pour la période 2011-2020, le Gouvernement s'est fixé comme objectif d'éliminer le paludisme dans 40 provinces et villes d'ici à 2020 et de l'éradiquer complètement d'ici à 2030. Le Ministère de la santé a établi pour la période 2011-2020 un programme de lutte contre la tuberculose en cartographiant le réseau de réforme pour la prévention de la tuberculose afin de l'aligner sur les objectifs nationaux de développement socio-économique et accroître la demande pour les services de soins de santé.

VIH. Des efforts intensifs ont été déployés pour réagir contre la prolifération du VIH, ainsi que le montre l'attitude de l'État qui considère le VIH comme une importante question multisectorielle demandant la collaboration des différents ministères et agences. La politique relative au VIH est intégrée dans les grandes politiques, stratégies et décisions nationales de développement. De nombreuses mesures et instruments juridiques ont été formulés pour renforcer le cadre juridique des interventions contre le VIH/sida pour la période 2011-2015.

Les politiques nationales ont abouti à l'élaboration d'un plan national de lutte contre l'épidémie et fixé deux grands objectifs : la réduction du taux de prévalence du VIH et l'atténuation des effets de cette épidémie sur le développement économique et social. Les politiques nationales visent également les prostituées, les groupes les plus vulnérables, exposés à contracter des maladies et fournissent des moyens de prévention à ces groupes. Quant au cadre législatif consacré au traitement et aux soins prévus pour les personnes atteintes du VIH, le Viet Nam a adopté les directives de l'OMS de 2010 concernant le traitement antirétroviral, en même temps que diverses décisions et plans stratégiques visant à améliorer le traitement et les soins prodigués aux personnes vulnérables. La protection des enfants atteints du VIH, conçue dans le cadre d'un programme de protection sociale

²⁹ Bureau général de statistique, 2012.

³⁰ Nations Unies Viet Nam (2012). Objectif 6 : Fiche d'information pour le Viet Nam, Hanoi.

et d'élimination de la transmission de la mère à l'enfant est devenue un objectif clef des politiques et stratégies nationales axées sur les groupes les plus vulnérables³¹.

6.3 Défis et recommandations

Alors que l'objectif du Millénaire pour le développement consacré à la lutte contre le paludisme a été atteint et que d'impressionnants progrès ont été réalisés dans la lutte contre d'autres épidémies au Viet Nam, la cible concernant la prévention du VIH/sida et la lutte contre cette maladie constitue un défi extrêmement difficile à relever³². L'un des principaux obstacles à la mise en œuvre de mesures de prévention et de lutte contre le VIH/sida tient au manque d'information et à l'ignorance autour des injections de drogues et des comportements sexuels sans risques. Il est prouvé que l'insuffisance des connaissances sur les moyens de prévenir la transmission du VIH/sida et de le traiter dans les milieux ruraux, les groupes de minorités ethniques, parmi les adolescents, les ménages pauvres et les personnes n'ayant que peu d'instruction, rend ces groupes plus vulnérables et accélère la transmission du virus dans ces milieux. Une difficulté majeure à laquelle sont confrontés les efforts nationaux pour lutter contre l'épidémie du VIH/sida provient de la lourde dépendance vis-à-vis du financement international. Les fonds affectés aux programmes et stratégies des pouvoirs publics pour lutter contre le VIH/sida proviennent essentiellement de donateurs internationaux. Il importe de mobiliser et d'allouer davantage de fonds nationaux pour appuyer les progrès à long terme. La formation et le renforcement de partenariats locaux pour raffermir les engagements des différents secteurs sont cruciaux si l'on veut que la mise en œuvre de programmes de prévention du VIH/sida soit réellement efficace.

Objectif 7 : Assurer un environnement durable

7.1 Progrès réalisés

Environnement. Le Viet Nam s'est activement employé à intégrer le développement durable dans ses politiques nationales et ses plans de développement aux niveaux central et local. La Stratégie de développement socioéconomique 2011-2020 a établi des principes de développement durable mettant fortement l'accent sur l'étroite relation entre le développement socioéconomique et la protection de l'environnement. S'agissant de la viabilité de l'environnement, la couverture forestière s'est légèrement étendue, passant de 39,1 % en 2009 à 39,7 % en 2011 mais la biodiversité est menacée de pertes et de dégradation.

Conditions de vie. Les conditions de logement et de vie des ménages se sont sensiblement améliorées, surtout pour ce qui est de l'eau et de l'assainissement des ménages ruraux. Dès 2010, 87,4 % des ménages ruraux utilisaient de l'eau potable, soit une augmentation de 8,4 % par rapport à 2009. Actuellement, 67,1 % des ménages ruraux ont accès à des latrines sanitaires, ce qui représente un accroissement substantiel par rapport aux 43 % de 2009³³. Le pourcentage des

³¹ National Committee for AIDS, Drugs and Prostitution Prevention and Control (2012). "Vietnam AIDS response: Progress report 2012. Following up the 2011 Political Declaration on HIV/AIDS."

³² Nations Unies Viet Nam (2012) Objectif 6 : Fiche d'information pour le Viet Nam, Hanoi.

³³ VHLSS 2010, Bureau général de statistique.

ménages résidant dans des habitations temporaires a baissé, passant de 7,8 % en 2009 à 5,6 % en 2010.

7.2 Politiques nationales

Changement climatique. Le Viet Nam s'est activement occupé des questions liées au changement climatique, décidant d'intégrer la question de l'environnement durable dans ses plans de développement du niveau central au niveau local. Le Gouvernement a persisté dans la mise en place d'un cadre général sur le changement climatique et la réduction des émissions de carbone. En vue de faire face au changement climatique, des programmes ont été établis pour la période 2012-2015, couvrant à la fois les plans d'atténuation des effets et d'adaptation. Les programmes essaient d'abord d'actualiser les cas de figure se rapportant au changement climatique, de formuler des plans et des mesures idoines pour surveiller les tendances du changement climatique et y réagir, et de réaliser des modèles de démonstration se rapportant à l'atténuation et à l'adaptation.

Le Gouvernement a confirmé son ferme engagement à promouvoir un environnement durable sous la forme d'un Programme cible national sur la croissance verte à l'horizon 2050. Ce programme cherche à faciliter la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à encourager l'aide financière de la part d'organisations et d'institutions internationales telles que les banques coréenne, danoise, européenne d'investissement et de développement pour l'adoption d'énergies renouvelables.

Eau et assainissement. Les politiques sur l'eau et l'assainissement ont été élaborées séparément pour les zones rurales et les zones urbaines. *Pour les zones urbaines*, des politiques relatives à l'approvisionnement en eau dans les zones urbaines et industrielles ont été adoptées. L'approvisionnement en eau des zones urbaines doit être réalisé pour répondre à 100 % de la demande en eau potable d'ici à 2020, en réduisant à 15 % les pertes d'eau et assurer 24/24 heures d'approvisionnement en eau potable dans toutes les zones urbaines du Viet Nam jusqu'en 2025. *Pour les zones rurales*, la question de l'eau et de l'assainissement a été dûment prise en compte. L'État a adopté le Programme cible national pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les zones rurales 2011-2015 dont le premier objectif est de construire un système d'approvisionnement en eau potable et des latrines dans les zones rurales résidentielles et les établissements scolaires ruraux.

Le Viet Nam a reçu une aide financière et technique d'organisations et institutions internationales pour améliorer son système de distribution d'eau et d'assainissement. La Banque mondiale et l'Agence australienne pour le développement international ont avancé 200 millions de dollars pour la modernisation des systèmes de distribution d'eau et d'assainissement dans huit provinces du delta du Mékong. Le programme devrait alimenter 1,7 million de personnes en eau potable et améliorer les conditions d'assainissement pour 650 000 personnes. L'OMS, l'United States Agency for International Development (USAID) et l'UNICEF ont aidé les pouvoirs publics à établir un cadre général pour les plans d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

7.3 Défis et recommandations

Changement climatique. Le Viet Nam est de plus en plus exposé aux catastrophes naturelles liées au climat. En 2009 le pays a été le théâtre de 113 phénomènes météorologiques extrêmes qui ont provoqué la mort de 334 personnes et une perte de 1,15 % du PIB³⁴. Les catastrophes naturelles engendrées par le changement climatique sont plus fréquemment susceptibles de toucher les ménages ruraux les plus pauvres, qui dépendent essentiellement des ressources naturelles et d'activités de subsistance sensibles aux effets du climat. La partie centrale pâtit de fréquents typhons responsables de 80 % des catastrophes que subit le Viet Nam. Le delta du Mékong est sujet aux crues. Quant aux émissions de gaz à effet de serre, le taux annuel d'émission par personne a augmenté malgré un rythme lent. Le changement climatique est une considérable gageure pour le pays vers la réalisation des objectifs pour 2015.

Eau et assainissement. Malgré un accès accru à l'eau et à l'assainissement dans le pays, le niveau d'accès dans les zones isolées et de montagne est encore extrêmement limité. En 2010, les zones de collines et de montagnes du Nord, le delta du Mékong et les Hauts Plateaux du Centre avaient le plus bas niveau d'accès à l'eau potable (80,3 %, 81,5 % et 82,8 % respectivement). Le plus haut niveau d'accès est détenu par le delta du fleuve Rouge (98,6 %) et le Sud-Est (98,1 %). L'importante disparité touchant l'accès à l'eau potable renforce la nécessité d'une politique d'appui aux zones désavantagées. L'accès aux latrines sanitaires pour les groupes les plus désavantagés est inférieur à 50 % contre plus de 90 % pour les régions mieux nanties³⁵.

Objectif 8 : Partenariat mondial pour le développement

8.1 Progrès réalisés

La politique étrangère « *indépendance, souveraineté, multilatéralisme et diversification* » a, dans les relations régionales et internationales, amené le Viet Nam à tenir un rôle plus actif dans le processus international d'intégration. Le pays a remporté un certain nombre de succès en matière de coopération internationale. S'agissant des relations multilatérales, le Viet Nam est devenu membre de l'OMC en 2007, membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour 2008-2009, a présidé l'ASEAN en 2010 et la même année est devenu partie à l'accord de libre échange ASEAN-Chine. Le Viet Nam a été l'hôte de nombreux sommets internationaux et régionaux comme le quatorzième Sommet de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en 2006, la Réunion Asie-Europe (ASEM) en 2009, le dix-neuvième Forum économique mondial sur l'Asie de l'Est en 2010, la quarante-quatrième réunion annuelle de la Banque asiatique de développement (BASD), et le troisième Sommet ASEAN-Union européenne en 2013. S'agissant des relations bilatérales, le Viet Nam entretient des relations diplomatiques avec plus de 170 pays, a étendu ses relations commerciales à plus de 230 pays et territoires, signé plus de 90 accords commerciaux bilatéraux, près de 60 accords de promotion et de protection de l'investissement et 54 accords doubles

³⁴ VHLSS 2010, Bureau général de statistique.

³⁵ VHLSS 2010, Bureau général de statistique.

ou multiples sur l'évasion fiscale et de nombreux accords culturels bilatéraux avec d'autres pays et organisations internationales³⁶.

En ce qui concerne le commerce international, le haut niveau d'ouverture des échanges a contribué à promouvoir la croissance économique. Depuis 2006 le Viet Nam connaît une spectaculaire expansion de ses exportations. Le taux moyen annuel de croissance des exportations pour la période 2006-2010 était de 17,2 %. En 2011 la valeur des exportations s'est accrue de 33,3 %, pour atteindre 96,26 milliards de dollars. L'ouverture des échanges est passée de 155,4 % en 2010 à 169,8 % en 2011³⁷. Outre la notable croissance de ses exportations, le Viet Nam est également l'un des principaux exportateurs de riz, de café, de poivre et de noix de cajou.

8.2 Politiques nationales

Conscient du lien vital entre le commerce, l'allègement de la dette, l'aide et le développement durable, resserré par un partenariat mondial effectif, le Viet Nam a effectué de considérables progrès dans le renforcement du partenariat mondial pour le développement. Les stratégies de partenariats nationaux alignées sur la stratégie de développement socioéconomique du pays 2011-2020 mettent l'accent sur la compétitivité, l'autonomie, la promotion de technologies de pointe et la main d'œuvre qualifiée ainsi que sur l'efficacité de l'utilisation et de l'attraction de l'aide étrangère.

Pour réagir contre l'éventualité d'une brusque diminution de l'aide étrangère alors que le pays atteint le rang de pays à revenu intermédiaire, des initiatives visant à attirer, gérer et utiliser l'aide publique au développement (APD) et d'autres prêts consentis à des conditions préférentielles par des donateurs durant la période 2011-2015, ont été prises. Les initiatives non seulement engendrent de radicales améliorations du cadre institutionnel de gestion et d'utilisation de l'APD mais fournissent aux agences nationales d'exécution des directives précises sur la promotion de l'efficacité des activités financées par l'APD.

En ce qui concerne les politiques commerciales, le Gouvernement a élaboré une stratégie de promotion des importations et exportations de marchandises pour la période 2011-2020. La stratégie définit les objectifs fixés pour maintenir le taux de croissance des exportations de marchandises, tout en réduisant le déficit de la balance commerciale afin de rétablir l'équilibre d'ici à 2020 et d'obtenir un excédent d'ici à 2030. La stratégie met nettement l'accent sur la promotion de la production notamment des produits à forte valeur ajoutée afin de renforcer la compétitivité nationale sur les marchés mondiaux. Une intégration économique plus profonde et dynamique est également fortement recommandée.

S'agissant de la dette nationale, la stratégie relative à la dette publique et étrangère d'ici à 2020 vise à garantir un budget national équilibré ainsi qu'une sécurité financière nationale tout en honorant les obligations d'amortissement de la dette sans compromettre les engagements internationaux de l'État.

³⁶ Reports of ministries/agencies of the National Committee for International Economic Cooperation.

³⁷ Vietnam economic perspective 2012-2013.

8.3 Défis

Bien que le Viet Nam soit en voie d'abolir les restrictions aux échanges au titre de l'accord passé lorsqu'il est devenu membre de l'OMC, il se heurte à de multiples difficultés. Sur le marché des exportations la protection des échanges et les barrières commerciales deviennent plus compliquées; certaines marchandises sont menacées de dumping. La mondialisation a rendu l'économie vietnamienne plus vulnérable à la crise économique. Le pays est encore confronté à certains problèmes comme le faible avantage comparé de certaines marchandises exportées; le développement insuffisant de la technologie; le manque critique de main d'œuvre qualifiée, et la forte dépendance de l'économie vis-à-vis de l'investissement étranger.

B. Analyse thématique

« La science, la technologie, l'innovation et le potentiel culturel pour promouvoir le développement durable et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement »

Généralités

La science, la technologie et l'innovation jouent un rôle indispensable dans la promotion de la croissance économique et du développement social. En ces temps de mondialisation galopante et d'intégration économique, les progrès scientifiques et techniques assurent une stature nationale et une prospérité face à la compétitivité croissante. La science, la technologie et l'innovation contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en ce qu'elles facilitent l'accès aux connaissances, encouragent la productivité, la création d'emplois décents, l'accès plus général aux services de santé et aux médicaments essentiels, la sécurité alimentaire et permettent de mettre au point des technologies de pointe pour les énergies renouvelables de manière à réduire les pénuries énergétiques et atténuer les effets du changement climatique³⁸.

Le Viet Nam s'est empressé d'ouvrir son marché au commerce international et à l'investissement étranger. Adoptant le progrès technologique et scientifique comme le principal moteur du développement, le Gouvernement vietnamien a souligné qu'il importait de promouvoir la science, la technologie et l'innovation pour assurer la transition vers un pays industrialisé et modernisé. La libéralisation du secteur de la science et de la technologie est en marche depuis le renouveau économique de la fin des années 1980. L'année 1992 marque un tournant dans l'évolution de la gestion de la science et de la technologie qui a par la suite abouti à des réformes radicales dans la structure nationale de la science et de la technologie. La mise en place d'une infrastructure pour la science et la technologie a connu d'importantes améliorations, et a stimulé la recherche-développement, donné un essor au système d'enseignement supérieur et relancé les capacités locales de recherche. De notables progrès ont été enregistrés dans le secteur, ils se traduisent par l'accroissement rapide du nombre des institutions de recherche-développement au Viet Nam qui, de 519 en 1995 étaient plus de 1 000 en 2008, et par

³⁸ Conseil économique et social (2012). Science, technologie et innovation : Aperçu général. Consulté le 12 Mars 2013 sur le site <http://www.un.org/en/ecosoc/about/science.shtml>.

l'augmentation du nombre des brevets délivrés, multiplié par plus de 30, pour atteindre 666 en 2008. Le dynamisme de ce secteur se manifeste dans divers domaines tels que l'immunologie, la microbiologie, l'agriculture, la biologie et les mathématiques. Depuis 1995 le Viet Nam se classe en tête de liste pour les meilleurs résultats obtenus au titre de l'indicateur d'évaluation des connaissances, introduit par la Banque mondiale pour mesurer les progrès notables effectués dans le domaine des technologies de l'information et de l'innovation³⁹.

Politiques nationales et réalisations

L'intégration économique a permis au Viet Nam d'acquérir des compétences technologiques et scientifiques et de bénéficier de transferts de technologies de pays développés. Un taux de croissance spectaculaire de plus de 5 % permet une accumulation accrue de capitaux, ce qui engendre une augmentation de l'investissement dans la science et la technologie. Depuis l'année 2000, la part du budget national allouée à la science et à la technologie est de 2 %. Cet investissement dans la recherche-développement qui absorbe en moyenne 0,6 % du budget national⁴⁰ représente un niveau comparable ou même supérieur à celui d'autres pays de la région.

L'incorporation de la science et de la technologie pour stimuler la croissance nationale dans le domaine des stratégies de développement socioéconomique a été formalisée par la *loi sur la science et la technologie*, promulguée en 2000 afin d'établir un cadre juridique à l'organisation et au déroulement d'activités scientifiques et technologiques⁴¹. La stratégie décennale 2011-2020 consacrée au développement de la science et de la technologie doit transformer la recherche-développement en une force motrice pour le développement socioéconomique, avec pour objectif d'accroître la valeur des produits issus des technologies de pointe et des sciences appliquées et de la porter à 45 % du PIB, de porter le taux de croissance du secteur science et technologie à 20 % et l'investissement dans ce secteur à plus de 2 % du PIB d'ici à 2020.

Une gamme étendue de programmes nationaux spécifiques a été lancée en vue de la réalisation des objectifs nationaux sur la science et technologie. Ces programmes encouragent l'application de technologies de pointe, la création d'entreprises spécialisées dans la science et la technologie, la modernisation des infrastructures et la valorisation des ressources humaines dans ce domaine. La stratégie de la décennie 2011-2015 appuie fortement l'application des dernières réalisations scientifiques et technologiques, notamment en ce qui concerne le rendement énergétique et la conservation de l'énergie.

L'engagement politique et l'intérêt croissant que porte l'État à l'édification d'un système novateur de science et technologie, contribuent à une notable

³⁹ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2011). *Examens de l'OCDE des politiques d'innovation en Asie du Sud-Est – Profile national de l'innovation : Viet Nam*, dans le cadre des séries de l'OCDE : Examens des politiques d'innovation en Asie du Sud-Est.

⁴⁰ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2011). *Examens de l'OCDE des politiques d'innovation en Asie du Sud-Est – Profile national de l'innovation : Viet Nam*, dans le cadre des séries de l'OCDE : Examens des politiques d'innovation en Asie du Sud-Est.

⁴¹ Loi sur la science et la technologie.

amélioration de l'efficacité dans presque tous les domaines du secteur socioéconomique, en particulier l'agriculture. Le recours à des technologies de pointe et aux innovations ont entraîné une croissance générale de la productivité, et permis d'obtenir des espèces et des semences de grande qualité, ce qui assure la sécurité alimentaire et accélère le processus de restructuration de l'agriculture. D'importateur net de denrées alimentaires, le Viet Nam se classe à présent parmi les principaux exportateurs mondiaux de riz, de café et d'autres produits de base.

Des réformes radicales sont en outre opérées dans le mécanisme de gestion de la science et de la technologie. Le rôle et le mandat des organismes responsables sont clairement définis et remaniés. Une attention accrue est accordée au recrutement du personnel affecté au secteur de la science et de la technologie, suivant une procédure fondée sur la transparence et l'équité. Les organismes spécialisés dans la science et la technologie bénéficient d'une autonomie plus grande pour la conduite de leurs travaux, ce qui crée un climat plus favorable à l'enrichissement de l'information communiquée au public sur l'importance des applications scientifiques et technologiques et les progrès accomplis.

La capacité locale du pays n'a cessé d'être renforcée. En 2012 le Viet Nam comptait près de 2 478 000 diplômés du premier cycle, ce qui représente un rapport de 280 pour 10 000 habitants⁴². Le nombre d'établissements d'enseignement supérieur était estimé à 380 en 2010. L'État s'efforce d'augmenter le nombre de chercheurs scientifiques et de spécialistes dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, de manière à obtenir un rapport de 9 ou 10 pour 10 000 habitants et de former au moins 5 000 ingénieurs hautement spécialisés capables de prendre en charge des secteurs de production dans des domaines de pointe d'ici à 2015.

Limites

Le Viet Nam a encore du retard sur le plan international. Le niveau d'avancement des sciences et technologies ne répond pas aux besoins de la croissance économique. La productivité totale des facteurs ne représente que 6 % des changements dans les niveaux de productivité nationale, ce qui semble indiquer que la croissance repose essentiellement sur l'accroissement du capital humain et financier. Selon un système de classement des réalisations économiques nationales fondées sur la technologie, le Viet Nam obtient les notes les plus basses par rapport à des pays de la région ayant atteint un niveau de développement comparable⁴³.

Insuffisance de l'investissement et du financement. Le rapport entre l'investissement dans les sciences et technologies par habitant et le nombre de chercheurs pour l'ensemble de la population est relativement faible. Le manque de financement adéquat entraîne la précarité et la vétusté de l'infrastructure, ainsi que la médiocrité des installations dans les établissements d'enseignement supérieur; cette situation compromet les capacités novatrices et les efforts déployés pour entreprendre des travaux de recherche de réputation mondiale. La plupart des petites et moyennes entreprises locales pâtissent d'un manque d'information et d'un accès limité aux technologies de pointe. Les grandes entreprises qui utilisent des

⁴² Bureau général de statistique, 2012.

⁴³ Bureau général de statistique, 2011.

technologies avancées sont surtout des multinationales ou bénéficiaires d'investissements étrangers.

Pénurie de ressources humaines. Le Viet Nam se heurte encore à une pénurie de spécialistes des sciences et technologies, notamment d'ingénieurs d'avant-garde et de jeunes chercheurs en mesure d'entreprendre des projets de recherche à grande échelle. Il en résulte que l'infrastructure et les installations de recherche sont de médiocre qualité et que les compensations dans la plupart des centres de recherche publics ne sont pas alléchantes. Un milieu de recherche rigide et défavorable n'est pas fait pour attirer les chercheurs. Des conditions de travail difficiles dans les instituts locaux de sciences et technologies entraînent un déplorable exode des cadres scientifiques et techniques. Un nombre accru d'étudiants vietnamiens hautement qualifiés restent à l'étranger après y avoir terminé leurs études, ce qui représente une énorme perte de main d'œuvre.

Inefficacité des mécanismes de gestion. Le mécanisme central actuellement en place pour gérer le domaine des sciences et des technologies est relativement rigide et inefficace. La plupart des activités administratives s'occupent de gérer les facteurs de production tandis que la qualité et l'efficacité des travaux exécutés dans ce domaine par les institutions accréditées sont laissées de côté. Le Ministère des sciences et technologies ne joue qu'un rôle limité dans la coordination des politiques publiques relatives à l'innovation. Les instituts spécialisés dans les sciences et technologies ne sont pas encore libres de décider de leurs propres stratégies de développement et de leur plans de financement, ni d'orienter la collaboration internationale.

Recommandations

En vue de promouvoir les sciences et technologies pour qu'elles deviennent la force motrice de la croissance socioéconomique, il conviendrait de revoir le rôle du secteur public en matière de réformes économiques continues. Ce rôle de décideur majeur devrait être transformé en un rôle catalyseur encourageant l'interrelation entre les novateurs et les consommateurs finals. Il est nécessaire de redéfinir le rôle du secteur public dans des documents législatifs et celui des politiques nationales afin de réajuster les priorités gouvernementales en matière de mobilisation des ressources pour le secteur privé.

Il est vital également de soutenir le mécanisme d'appui aux entreprises spécialisées dans les sciences et technologies. Les institutions œuvrant dans ce domaine devraient jouir d'une plus grande autonomie pour maximiser la capacité de leurs ressources humaines et en promouvoir l'efficacité opérationnelle. Les entreprises locales devront être encouragées à investir davantage dans les sciences, les technologies et l'innovation grâce notamment à des exonérations fiscales et à un financement substantiel pour leurs activités liées aux sciences et technologies.

Les réformes s'appliquant au mécanisme de gestion financière sont également considérées comme une nécessité vitale. Elles ne doivent pas se limiter à fournir des encouragements pour lutter contre le phénomène de l'exode des compétences mais doivent aussi viser le dispositif d'allocation des projets financés par l'État à certains organismes et particuliers. Le fait que l'investissement actuel dans les sciences et technologies soit prélevé sur le budget de l'État et en même temps soumis à certaines dispositions de la loi de finance entrave les bénéficiaires dans leur entreprise de recherche indépendante.

Annexe statistique

Indicateurs	1990	2005	2008-2009	2010-2012
Objectif 1 : Réduction de l'extrême pauvreté et de la faim				
1 Taux de pauvreté	58 % (1992)	19,5 % (2004)	14,5 % (2008)	14,2% (2010)* 10,7 % (2010)
2 Écart de pauvreté	18,4 % (1993)	4,7 % (2004)	3,5 % (2008)	5,9% (2010)
3 Malnutrition des enfants de moins de 5 ans	41, %	25,3 %	18,9 (2009)	16,8 % (2011)
Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous				Réalisé
1 Taux net d'inscriptions dans le primaire	87 %	95 %	97 % (2009)	97,67 % (2012)
2 Taux d'achèvement de la scolarité primaire		85,6 %	88,5 % (2009)	92,08 % (2012)
3 Taux net d'inscriptions dans le secondaire		81 %	83,1 % (2009)	87,24 % (2012)
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes				
1 Taux d'inscription des filles dans le primaire	47,7 % (1998)	47,7 %	47,9 % (2009)	---
2 Taux d'inscription des filles dans le secondaire	47 % (1998)	47,9 %	48,5 % (2009)	---
3 Taux d'inscription des filles dans le deuxième cycle du secondaire	46,4 % (1998)	48,9 %	52,6 % (2009)	---
4 Taux de représentation des femmes à l'Assemblée nationale (AN) du Viet Nam	18,48% (9 ^e AN, session 1992-1997)		25,76% (12 ^e AN, session 2007-2011)	24,40% (13 ^e AN, session 2011-2016)
5 Taux de représentation des femmes dans les Conseils populaires de provinces	21,1% (Session 1999-2004)		23,9% (Session 2004- 2009)	---
6 Taux de représentation des femmes dans les Conseils populaires de districts	21% (Session 1999-2004)		23% (Session 2004- 2009)	---
7 Taux de représentation des femmes dans les Conseils populaires de communes	16,1% (Session 1999-2004)		19,5% (Session 2004- 2009)	---
Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile				Réalisable
1 Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	58 %	27,3 %	25 % (2009)	23,3 % (2011)
2 Taux de mortalité des enfants de moins de 1 an	44,4 %	26 %	16 % (2009)	15,5 % (2011)

Indicateurs	1990	2005	2008-2009	2010-2012	
Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle					
1	Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes	233	80	69 (2009)	67 (2011) ⁴⁴
2	Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié		92,71 % (2006)	94,8 % (2009)	96,7 % (2011)
3	Proportion de femmes âgées de 15 à 49 ans utilisant la contraception	73,9 % (2001)		80 % (2008)	78,2 % (2011)
4	Proportion de femmes ayant eu au moins trois bilans de santé durant leur grossesse		84,3 %	86,4 % (2008)	86,7 % (2011)
Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies					
1	Taux de prévalence du VIH			0,28% (Estimation)	0,28% (Estimation 2011)
2	Taux de prévalence du VIH pour 100 000 personnes			187 (2009)	---
3	Nombre d'adultes atteints du VIH ayant reçu un traitement antirétroviral		7 812 (2006)	36 008 (2009)	---
4	Nombre d'enfants atteints du VIH ayant reçu un traitement antirétroviral		428 (2006)	1 987 (2009)	---
5	Nombre de cas de paludisme	293 000 (2000)		60 867 (2009)	---
6	Nombre de décès dus au paludisme	71 (2000)		27 (2009)	---
7	Proportion de cas d'infection par bacilles rapides acides pour 100 000 personnes		65 (2007)	46 (2009)	---
8	Proportion de malades nouvellement guéris de la tuberculose		89,9 % (2007)	89,8 % (2009)	---
Objectif 7 : Assurer un environnement durable					
1	Prévalence du couvert forestier	27,8 %	37 %	40% (estimation 2010)	39,7 % (2011)
2	Proportion de la population rurale ayant accès à l'eau potable	30 %		79 % (2009)	87,4 % (2010)
3	Proportion des ménages ruraux disposant de latrines sanitaires	20 %		43 % (2009)	67,1 % (2010)
4	Proportion de ménages vivant dans des habitations temporaires	22,7 % (1999)		7,8 % (2009)	5,6 % (2010)
Objectif 8 : Partenariat mondial pour le développement					
1	Total des importations (en millions de dollars des États-Unis)		69 206	127 045	228 364 (2012)
2	Engagements pour l'APD (en millions de dollars des États-Unis)	2 400 (2000)	3 748	8 064 (2009)	6 486 (2012)

2010* Seuil de pauvreté établi par le Gouvernement 2011-2015

Signe --- = données non disponibles-

⁴⁴ Joint Annual Health Review 2012

Références

Decision 1489/QD-TTg on approval of The National Targeted Program on Sustainable Poverty Reduction 2012 – 2015

Conseil économique et social (2012). Science, technologie et innovation : Aperçu general. Consulté le 12 mars 2013 sur le site <http://www.un.org/en/ecosoc/about/science.shtml>

Bureau général de statistique (2010). Vietnam Household Living Standards Survey 2010.

Bureau général de statistique (2012). Annexe statistique, mars

Indochina Research and Consulting (2012). Impact of Program 135 Phase II through the Lens of Baseline and Endline Surveys.

Knowles, J. C., S. Bales, et al. (2008). Health equity in Viet Nam: A situational analysis focused on maternal and child mortality « Equity in Access to Quality Healthcare for Women and Children » Hanoi, Vietnam, UNICEF Vietnam.

Loi sur la science et la technologie

Organisation internationale du travail et Ministère du travail, des Invalides et des affaires sociales (MoLISA) (2009). Vietnam Employment Trends Report 2009.

Organisation internationale du travail et Ministère du travail, des Invalides et des affaires sociales (MoLISA) (2010). Vietnam Employment Trends Report 2010

Organisation internationale du travail et Ministère du travail, des Invalides et des affaires sociales (2011), Gender equality and access to decent work in rural areas of Vietnam.

National Committee for AIDS, Drugs and Prostitution Prevention and Control (2012). "Vietnam AIDS response: Progress report 2012. Following up the 2011 Political Declaration on HIV/AIDS."

National Institute of Nutrition (2010). Summary Report: General Nutrition Survey 2009-2010.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2011). Examens de l'OCDE des politiques d'innovation en Asie du Sud-Est – Profile national de l'innovation : Viet Nam, dans le cadre des séries de l'OCDE : Examens des politiques d'innovation en Asie du Sud-Est.

FNUAP Vietnam (2007). Achieving the Millennium Development Goals: UNFPA's responses to the needs of Safe Motherhood and Newborn Care in Viet Nam. Hanoi, Vietnam

UNICEF Vietnam (2010). "Les enfants du Viet Nam."

UNICEF Viet Nam (2010). Étude sur la situation des enfants au Viet Nam, 2010.

UNICEF Viet Nam (2010). Étude sur la situation des enfants au Viet Nam, 2010

UNICEF Viet Nam (2010). Étude sur la situation des enfants au Viet Nam, 2010.

UNICEF Viet Nam (2010). Étude sur la situation des enfants au Viet Nam, 2010.

Nations Unies (2012). Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement 2012.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Viet Nam (2010). Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport national 2010

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Viet Nam (2011). Social Services for Human Development: Viet Nam Human Development Report 2011

Nations Unies Viet Nam (2009). Review of Expanded Program of Immunization (EPI) Viet Nam 2009: National EPI Review Report Hanoi.

Nations Unies Viet Nam (2012). Fiche d'information sur l'objectif 5 pour le Viet Nam. Hanoi.

Nations Unies Viet Nam (2012). Fiche d'information sur l'objectif 6 pour le Viet Nam. Hanoi.

USAID (2010). Vietnam: HIV/AIDS Health Profile

USAID (2010). Vietnam: HIV/AIDS Health Profile 22

Vietnam Academy of Social Sciences (VASS) (2011). Poverty Reduction in Vietnam: Achievements and Challenges (Giảm nghèo ở Việt Nam: Thành tựu và Thách thức). Hanoi.

National Financial Supervisory Commission (2011). Vietnam Economic Prospects Report 2012-2013

Vietnam Ministry of Health (2010). JOINT ANNUAL HEALTH REVIEW 2010: Vietnam's Health System on the Threshold of the Five-year Plan 2011-2015. JAHR Nguyen Quoc Trieu. Hanoi. 04.

Vietnam Ministry of Health (2010). JOINT ANNUAL HEALTH REVIEW 2010: Vietnam's Health System on the Threshold of the Five-year Plan 2011-2015. JAHR Nguyen Quoc Trieu. Hanoi. 04.

Vietnam Ministry of Health (2011). Joint Annual Health Review (JAHR) 2011: Strengthening management capacity and reforming health financing to implement the five-year health sector plan 2011-2015 N. T. K. Tien. Hanoi. 05.

Vietnam Ministry of Health (2011). Joint Annual Health Review (JAHR) 2011: Strengthening management capacity and reforming health financing to implement the five-year health sector plan 2011-2015 N. T. K. Tien. Hanoi. 05.

Vietnam Ministry of Health (2012). JOINT ANNUAL HEALTH REVIEW 2012: Improving quality of medical services. JAHR N. T. K. Tien. 06.

Banque mondiale (2012). Well Begun, Not Well Done: Vietnam's Remarkable Progress on Poverty Reduction and the Emerging Challenges. Hanoi.

Banque mondiale, DFID and Belgian Development Cooperation (2011). Vietnam: High quality education for all.